

1^{er} mai 2026

Intervention de l'Union Départementale CGT-FO 44



Le 1er mai 2026 n'est pas et n'a jamais été la « fête du travail ».

Le 1^{er} mai, c'est la journée internationale de lutte des travailleurs et des travailleuses, née du combat pour la journée de 8 heures et de la répression anti-ouvrière de Chicago il y a 140 ans, en 1886.

Et c'est pour cela que le 1^{er} mai, jour férié, chômé et payé, est aujourd'hui menacé, comme l'ensemble de nos conquêtes sociales et de nos libertés.

Macron et ses alliés veulent imposer la militarisation de l'ensemble de la société. Ils visent en particulier la jeunesse et généralisent la répression comme norme de gouvernement, contre toutes celles et ceux qui résistent.

Soyons clairs entre nous, mes camarades : on ne combattra pas la menace fasciste sans chercher l'unité pour mettre en échec la politique antisociale, raciste et liberticide de Macron et de ses gouvernements, sur la base de nos revendications :

- Augmentation générale des traitements, salaires, pensions et minima sociaux ;
- Blocage des prix de l'énergie et notamment des carburants à hauteur d'1 € 50 ;

- Abrogation de la réforme des retraites, car nous refusons toujours de nous faire voler deux ans de nos vies : ni retraite par points, ni retraite par capitalisation ;
- Abrogation du « permis de tuer », instauré sous le quinquennat Hollande par le ministre Cazeneuve ; de la Loi sécurité globale, qui remet en cause la liberté de manifester ; de la Loi séparatisme, qui viole la laïcité pour en faire une idéologie au service de l'islamophobie d'État ; de la loi Darmanin et des circulaires Retailleau, auxquelles nous opposons la régularisation de tous les sans-papiers : non à un CRA à Nantes comme partout ailleurs !

Force Ouvrière refuse tout retour sous une autre forme de la proposition de loi Yadan qui, dévoyant la nécessaire lutte contre l'antisémitisme, viserait à instaurer un délit d'opinion contre toutes celles et ceux qui défendent le droit du peuple palestinien à son autodétermination.

Chers camarades,

La semaine prochaine, l'Assemblée nationale va débattre de la proposition de Lecornu d'une rallonge de 3,5 Milliards d'euros au budget des armées pour l'année 2026, dans le cadre des 36 Milliards supplémentaires à la loi de programmation militaire d'ici 2030, à ajouter au 413 Milliards initialement prévus.

Trump exige de Macron qu'il augmente les dépenses militaires à hauteur de 5 %... Et Macron s'exécute !

Dans le même temps, le gouvernement annonce la suppression de 6 milliards d'euros de crédits pour les services publics : 6 milliards de moins pour l'hôpital, pour l'École, pour les collectivités locales, pour la Sécurité sociale...

Mais 6 milliards d'euros, ce sont les profits de Total pour le seul premier trimestre 2026 : c'est ça l'économie de guerre ! Et nous ne l'acceptons pas ! L'argent consacré à la guerre doit être redirigé vers les besoins sociaux :

- Non au nouveau porte-avions et à l'industrie de guerre,
- Défense de la Sécurité sociale, de l'Hôpital et de l'ensemble des services publics !

De la même manière, nous n'acceptons pas « l'état d'alerte de sécurité nationale », prévue dans la nouvelle loi de programmation militaire, qui vise notamment à donner tout pouvoir au gouvernement pour déroger au droit du travail et à restreindre nos libertés.

Force Ouvrière refuse la marche à la guerre généralisée, les centaines de milliers de blessés, de morts et de déplacés en Palestine, en Iran, au Liban, au Soudan, au Congo, en Ukraine et dans les 130 conflits recensés à travers le monde :

- Cessez-le feu immédiat partout !
- Arrêt du génocide à Gaza ! Arrêt des livraisons d'armes à Israël !
- Libération des kidnappés de la Flotille de Gaza !

C'est la raison pour laquelle, après le succès du meeting de Nantes le 1^{er} avril dernier, qui a réuni 500 personnes, Force Ouvrière en Loire-Atlantique sera participante du meeting international contre la guerre de Londres le 20 juin prochain et participera au rassemblement pacifiste du 8 mai à Saint-Nazaire.

C'est aujourd'hui, ensemble, que nous réussirons à stopper la barbarie. Prenons exemple sur les dockers italiens qui ont démontré, par la grève, que nous pouvions faire changer les choses :

- À bas la guerre, vive la liberté !
- Vivent nos revendications !